



**COSYDEP**  
Sénégal

---

6039, Sicap Liberté 6 Dakar - Email: [cosydep@gmail.com](mailto:cosydep@gmail.com) – Web: [www.cosydep.org](http://www.cosydep.org) – Tel: + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86  
Enregistrement N° 2009/14136/MINT – Agrément ONG N° 022980/MINT/DGAT/DPONG/DSEAO du 17 dec. 2015 – NINEA N°4166760V9

**ALPHABETISATION ET LANGUES NATIONALES  
DANS UN CONTEXTE PREELECTORAL**

CONSEIL CITOYEN DE REGULATION  
DE L'EXPRESSION PUBLIQUE EN  
LANGUES NATIONALES

**“Labo Alpha”**

**NOTE CONCEPTUELLE**

Août 2018

## I. Contexte

L'alphabétisation et l'éducation sont indispensables à un développement équitable, global et durable. Le Sénégal a, dans sa nouvelle vision de l'alphabétisation, considéré que la lutte contre l'analphabétisme doit être conçue comme faisant partie des armes contre la pauvreté dont elle est, en général, l'une des manifestations.

En effet, c'est par l'alphabétisation qu'on apprend à savoir mais aussi à agir et à devenir, pour être utile à soi-même et à son milieu, pour plus de productivité et de citoyenneté active, quels que soient le sexe et le milieu où l'on évolue.

Toutefois, les exigences du développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale, dépassent ces compétences instrumentales et nécessitent plus d'aptitudes. Les évaluations réalisées au niveau du pays tout comme les rapports au niveau mondial, soulignent la lenteur des progrès en matière d'alphabétisation des adultes.

Durant ces deux dernières décennies, les nombreux efforts déployés par les acteurs et partenaires du sous-secteur ont permis de réaliser d'importantes avancées, telles que: l'érection de vingt-deux (22) langues au rang de langues nationales, la décentralisation de la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation et d'éducation de base, l'élaboration de divers matériels didactiques adaptés aux réalités des apprenant(e)s du sous – secteur et l'alphabétisation de plus de trois millions de citoyen(ne)s sénégalais(e). A cela s'ajoute l'organisation d'une semaine nationale de l'alphabétisation chaque année du 8 au 14 septembre pour mobiliser les forces vives de la Nation autour de ce fléau.

La question de la lutte contre l'analphabétisme appelle, une vision globale de l'éducation et une synergie totale des actions. Ce qui n'est pas encore réalisé dans la mesure où malgré tous les efforts, le taux d'analphabétisme reste encore très élevé (54,6% en 2013 dont 62,3% chez les femmes, sources Recensement Général de la population de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage RGPHAE /ANSD).

Ces faiblesses s'expliquent par plusieurs facteurs dont le plus prégnant reste la modicité du montant global du financement en faveur de l'éducation de base des jeunes et des adultes analphabètes. Ce montant demeure très insuffisant (moins de 1% des dépenses publiques de l'éducation nationale alors que la Conférence de Bamako de 2007 sur le financement de l'éducation non formelle recommandait aux États de porter ce taux à 3%). Il importe, une fois de plus, de comprendre que l'État du Sénégal a tout intérêt à résorber les gaps importants dans le domaine de l'alphabétisation. Le pari du capital humain ne peut être gagné si le Sénégal se maintient dans sa lancée actuelle.

Une autre faiblesse majeure de nos stratégies de lutte contre l'analphabétisme demeure l'implication et la participation encore très timides des citoyens, assorties du faible niveau de considération accordé aux langues nationales par certaines élites. Il a été constaté, que lors des consultations électorales, les partis politiques manifestent un intérêt particulier aux langues nationales dont ils font un usage massif dans les discours comme dans les slogans et les messages en direction des citoyens.

Cette année, la semaine nationale de l'alphabétisation intervient dans un contexte préélectoral avec à l'horizon la présidentielle et les élections locales en 2019. Il est évident que la tendance constatée lors des précédentes élections, va s'accroître surtout lorsqu'on a en repérage le nombre de partis politiques et de coalitions en compétition.

Il faut cependant déplorer que cet engouement pour les langues nationales observé chez les acteurs politiques, n'ait pour objectif que le désir de faire passer leurs messages auprès de la grande masse. Cet objectif uniquement propagandiste explique le manque de rigueur et de sérieux dans l'usage des langues nationales dont le seul critère de performance semble être l'efficacité du discours. On est souvent frappé par le contraste qui existe entre la rigueur et l'exigence de correction dans l'emploi du français et le laxisme que l'on observe dans l'utilisation des langues nationales.

La transcription et l'utilisation massive des langues nationales est une caractéristique des campagnes électorales dans les stratégies de communication. C'est d'abord le nom des coalitions, des structures qui vont à la conquête des suffrages et ensuite les slogans de propagande qui fleurissent. Pourtant, malgré la dispersion et la diversité des protagonistes, la pratique commune la plus partagée reste la mauvaise transcription des langues nationales.

A titre illustratif, les slogans « *Liguéey nguir Sénégal* », « *Dalal jaam ou diam* », « *Soldari askan wi* », les appellations « *Mbollo Wade* », « *Ettou Senegal* », « *Wattu Senegal* », « *Baatu et battu* », « *Benno bokk yaakaar* », « *Taxawu Dakar* », « *And liguey sou nou gox* », « *Dékal Ngor* », « *Jooko défar Gorée* », ... témoignent de ces insuffisances.

En effet, plusieurs noms de coalitions et autres structures en compétition ainsi que les slogans sont écrits sans aucun respect des règles de transcription du décret 2005-992 relatif à l'orthographe et la séparation de mots en wolof. Cette pratique pollue l'environnement lettré et désarçonne les populations néo alphabétisées. Elles n'ont pas de cadre approprié pour exercer correctement leurs compétences et approfondir leurs acquis. Il faut dire que même nos élèves qui ont appris à lire en français sont aussi désorientés, car devant lire des messages et des mots dans un mélange confus de transcription de français et de wolof.

La situation est d'autant plus grave que les auteurs de ces agressions contre les langues nationales sont les futurs maires, députés ou Président de la République. Le peu de considération accordée aux règles de fonctionnement des langues nationales par les partis politiques n'est-il pas à l'origine du traitement fait à l'alphabétisation dans nos différentes institutions ?

## **II. Justifications**

Malgré les progrès réalisés, des problèmes d'alphabétisation persistent et les exigences en termes de compétences requises pour le travail évoluent rapidement. Les citoyens soucieux de la valeur et du rôle que nos langues doivent jouer dans l'épanouissement culturel et économique de la Nation, ne peuvent ignorer les enjeux liés à cette problématique.

Mais peut-on faire confiance à de futurs dirigeants du pays qui transgressent sans gêne les règles édictées par la République ? La nécessité de rompre d'avec ces pratiques est devenue incontournable.

C'est dans cette optique que s'inscrit la volonté de la COSYDEP à apporter sa contribution, dans le cadre des innovations prévues en perspective de la prochaine semaine nationale de l'alphabétisation.

En effet, fidèle à sa vocation de défense de l'éducation publique de qualité, la COSYDEP est convaincue de la nécessité de s'opposer à tous les facteurs de dégradation de nos langues car ceux-ci constituent en même temps, de véritables freins au développement. La Coalition va s'appuyer sur l'expérience de certains de ses membres comme ALPHADEV, une ONG sénégalaise qui vise le développement durable à la base pour l'émergence d'une société plus juste et prospère, mais aussi sur celle d'autres spécialistes de la question pour dire NON à toute forme de banalisation de nos langues nationales.

Pour ces acteurs, l'alphabétisation n'est pas une fin en soi mais un levier essentiel pour l'émancipation socio-économique des citoyens. Ainsi, dans la recherche de stratégies efficaces pour préserver la sécurité des néo alphabétisés en garantissant la qualité de l'environnement lettré, COSYDEP propose de mettre en place un dispositif nommé « Conseil Citoyen de Régulation de l'Expression publique en Langues nationales ou Labo Alpha » ce dispositif novateur aura deux objectifs fondamentaux : (i) fournir aux acteurs notamment politiques, un appui pour s'exprimer correctement en langues nationales ; (ii) jouer le rôle d'organe régulateur de l'expression en langues nationales en mettant en œuvre des stratégies de rappel à l'ordre de ceux qui transgressent les règles ou violent les codes. L'idée est d'autant plus fascinante que notre pays se prépare à une élection présidentielle et des élections locales en 2019.

Cette initiative est en phase avec le thème de la Journée internationale de l'alphabétisation 2018, intitulé « Alphabétisation et développement des compétences ». La Journée de l'alphabétisation examine et met en évidence des approches intégrées qui peuvent simultanément soutenir le développement de l'alphabétisation et des compétences, pour améliorer la vie et le travail et contribuer à rendre les sociétés équitables et durables.

### **III. Objectifs du Conseil de Régulation**

- **Encourager** l'acquisition et l'utilisation des compétences d'alphabétisme ;
- **Assurer** un accompagnement technique volontaire aux acteurs ainsi qu'un monitoring, pour une utilisation correcte des langues nationales notamment à travers des supports, des messages clés et des slogans ;
- **Consolider** les néo-alphabètes en veillant à la qualité de l'environnement lettré.

### **IV. Résultats Attendus**

- Un observatoire composé de membres experts des langues nationales, de spécialistes en alphabétisation et en communication est mis en place ;
- Des services volontaires (transcription, conception de supports, élaboration de messages en langues nationales) sont disponibles.
- Des réunions périodiques sur l'état de l'environnement lettré sont tenues.
- Des avis périodiques sont publiés pour attirer l'attention sur les écarts à la norme ou la conformité dans l'expression publique

### **V. Eléments de Stratégie pour le Conseil de Régulation**

1. Mettre en place un groupe de travail qui sera chargé de configurer le Conseil, en opérationnalisant ses missions et en identifiant les profils et les ressources matérielles et financières pour son fonctionnement.
2. Définir les règles de fonctionnement et les relations du Conseil avec l'extérieur.
3. Organiser une cérémonie de lancement le vendredi 7 septembre, veille du démarrage de la semaine nationale de l'alphabétisation, pour informer les potentiels usagers et le public.
4. Publier des avis et un rapport périodique d'activités.
5. Evaluer la phase pilote et systématiser les leçons pour une consolidation future